

<http://ccc.cvxfrance.com/Les-paradis-fiscaux-no144>



Les paradis fiscaux (n°144)

- Chroniques -



Date de mise en ligne : lundi 1er novembre 2010

Copyright © Atelier CVX CCC - Tous droits réservés

Le CCFD-Terre Solidaire lance une nouvelle campagne, à l'intitulé accrocheur :

Aidons l'argent à quitter les Paradis fiscaux !

Et un sous-titre : *chaque année, 125 milliards d'euros sont volés aux pays du Sud, 125 milliards qui n'iront pas dans des écoles, des dispensaires et l'agriculture.*

Les premières réactions à la crise financière en 2008 avaient fait naître quelques espoirs.

Les chefs d'état des grands pays avaient dénoncé comme un seul homme les paradis fiscaux et mis à jour leurs listes noires. On avait eu la peau de Madoff, on aurait bien celle des Bermudes !

Aujourd'hui, on considère qu'il ne reste pas grand-chose de ces promesses.

En Novembre 2011, aura lieu la prochaine rencontre du G20, sous présidence française.

Il faut remettre la question des paradis fiscaux à l'ordre du jour :

â€” pour des raisons de morale,

â€” pour des raisons d'équilibre économique,

â€” parce que c'est un enjeu central de développement pour les pays du Sud.

Quelques chiffres :

800 milliards s'évadent chaque année des pays du sud ;

125 milliards de recettes fiscales leur échappent ;

30 milliards suffiraient à éradiquer la faim dans le monde.

Les gens du Sud n'ont pas besoin de sacs de riz ; ils ont besoin de salaires et de services publics, d'entreprises qui les rémunèrent et d'Etats capables d'investir.

Comment cela fonctionne-t-il ?

De manière très simplifiée, des banques et des multinationales exploitent or, cuivre, pétrole dans les pays du sud... mais elles vont déclarer leurs profits dans les paradis fiscaux plutôt que dans les pays où elles ont produit leurs richesses... Pourquoi ? parce que ces paradis fiscaux (îles Caïman, Bermudes, Luxembourg, Cité de Londres...) organisent l'opacité avec une quantité de sociétés-écran, cultivent le secret et ne font presque pas payer d'impôts aux entreprises ou aux particuliers.

Un exemple : aux Iles Vierges britanniques, on peut dénombrer 830 000 sociétés pour une population de 23000 personnes !

On sait aussi que cette opacité permet de blanchir l'argent de la corruption et du crime.

Quelques remarques :

? De l'avis des experts, il suffirait d'une vraie volonté politique, à l'échelle des Etats et durcir la répression envers les « voyous ».

? Chacun de nous, détenteurs de comptes en banque, peut demander des comptes à sa banque : où fait-elle ses investissements ?

? Des choses changent : les régions Ile de France, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées ont décidé d'être exigeants avec leurs partenaires financiers en demandant plus de transparence.

Pour Radio Présence